

IMPRIMATUR

JOURNAL DE L'INSTITUT DE JOURNALISME BORDEAUX AQUITAINE **GRATUIT**

12 décembre 2025 **# 758**

À LA UNE

ENVIRONNEMENT

Bordeaux, ramener la COP à la maison

Les villes sont les premières émettrices de gaz à effet de serre. Dix ans après l'Accord de Paris sur le climat, la métropole bordelaise jongle entre ambitions écologistes et réalités du terrain. Analyse de ce qu'une ville peut – et ne peut pas – vraiment changer.

PAGES 2 - 3

© Aline Scherfling

PAGE 5



Préparation des Boîtes solidaires de Noël : les associations ont besoin de vous !

© Louis Perret

À Bordeaux, le Métal trouve de nouveaux espaces pour vibrer. Reportage sur ce renouveau porté par une poignée de passionné-es.

PAGE 8



© Théo Lamarque

IMPRIMATUR

Directeur de la publication Arnaud SCHWARTZ • Cheffe de rédaction Ariane PUCCINI • Secrétariat de rédaction MATTHIEU DUPHIL • Direction artistique ISABELLE MINBIELLE • Chef d'édition Hugo VLAMYNCK • Rédacteur-ices MATHIAS JANOT, THÉO LAMARQUE, CÉLIA LESPINASSE, CLÉMENTINE MACÉ, LUCA MENTZER, CARLA MORAND, NDIÉMÉ FAYE, VICTOR NOGUES, JEANNE OLAGNE, ELISA ORY, ELISA PEREZ, LOUIS PERRET, MAXENCE POURPOINT, NOÉ RACOFIER, MARIEKE ROLUS, ALINE SCHERFLING, TARA TRESSERES, COLINE TRYSTRAM

ENVIRONNEMENT

Métropole : le vert à moitié plein

Dix ans après l'Accord de Paris et cinq ans après l'arrivée des Écologistes à la tête de Bordeaux, Ville et Métropole ont engagé une transition écologique ambitieuse. La transition écologique ne se fera pas sans la contribution des villes, au cœur du réacteur.

Les villes sont responsables de 70 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), selon ONU-Habitat. L'Accord de Paris sur le climat fête aujourd'hui ses dix ans. Force est de constater que l'objectif de limiter l'augmentation de la température moyenne à 2°C n'est plus atteignable. Aux avant-postes de la lutte contre le réchauffement climatique, les métropoles doivent appliquer, à l'échelle locale, les engagements nationaux pris en 2021.

De Bordeaux à Belém

À Bordeaux, les effets du réchauffement climatique sont déjà là. Le rapport de transition écologique et sociale de la Mairie (août 2025) fait déjà état de la vulnérabilité de la Métropole : d'ici 2100, elle devrait connaître une augmentation de la température moyenne de 4°C et jusqu'à 55 jours de vague de chaleur. Céline Papin, adjointe au maire de Bordeaux et vice-présidente de Bordeaux Métropole, croit au rôle déterminant de celle-ci dans la transition écologique en France. Présente lors de la COP30 en novembre dernier pour porter la voix des villes, elle le martèle encore un mois plus tard, à l'occasion d'une conférence organisée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) : selon le rapport du GIEC, « 50 à 70 % de l'action climatique dépend de l'action locale et le coût de l'inaction dépasse celui de l'action climatique ».

L'action climatique est une priorité pour la majorité écologiste de Bordeaux. Pierre Hurmic y a symboliquement décrété l'état d'urgence climatique en 2020.

Mais elle l'est aussi à l'échelle de la métropole. En 2022, celle-ci s'engageait à appliquer le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET). Cet outil de planification décliné à échelle locale est imposé par l'État aux intercommunalités. Il devrait permettre à la France d'honorer ses engagements pris lors de la COP21.

D'ici 2100, Bordeaux devrait connaître une augmentation de la température moyenne de 4°C.

Établi sur une période de cinq ans, il fixe un objectif de neutralité carbone d'ici 2050, grâce à des leviers d'actions agissant sur la sobriété énergétique, le développement des énergies renouvelables et

l'adaptation du territoire au dérèglement climatique.

Un bilan encourageant

En septembre, la Métropole publiait le bilan à mi-parcours du PCAET. Elle aurait tenu ses engagements : depuis 2019, les émissions territoriales de GES ont baissé de 9 %. L'utilisation des transports en commun a bondi de 32 %, la pratique du vélo de 29 %. Le trafic routier, principal émetteur de GES, a aussi légèrement diminué (-0,4 %). Mais il faut prendre en compte « l'effet Covid » : la forte baisse des émissions en 2020-2021 tient surtout aux confinements et à l'arrêt des activités, selon le rapport. Dès 2022, les émissions remontent, sans retrouver leur niveau d'avant pandémie.

Daniel Delestre, vice-président de l'association Sepanso Gironde, qui suit de près l'action climatique de la Métropole, salue le « travail important » déjà accompli, en

particulier sur le développement des mobilités douces et l'amélioration de l'habitat. « Bordeaux Métropole concentre une part importante des émissions de GES en Aquitaine. Beaucoup reste à faire, mais c'est encourageant », souligne-t-il.

Depuis 2019, les émissions territoriales de gaz à effet de serre ont baissé de 9 %.

La Métropole ne peut pas tout

Mais Bordeaux Métropole connaît des limites. « La croissance est incompatible avec la réduction des GES », indique Daniel Delestre. Faisant sien le fameux aveu de Jospin, il confesse : « La Métropole ne peut pas tout. » Elle demeure par exemple impuissante face au flux autoroutier traversant

son territoire qui dégrade la qualité de l'air. Autre angle mort : le « transport aérien » échappe au bilan chiffré de la Métropole. Il reste enfin à convaincre les plus récalcitrantes d'adhérer aux politiques de décarbonation.

Les mesures de transition écologique coûtent cher. Sans compter les investissements dans les mobilités et la valorisation du territoire, 21 millions d'euros ont été alloués à la transition énergétique et écologique, soit 1 % du budget 2025 de la Métropole. Le gouvernement, dans son projet de loi de finance, compte réduire de 4,6 milliards le budget des collectivités. Un manque à gagner qui pourrait se répercuter sur les politiques publiques.

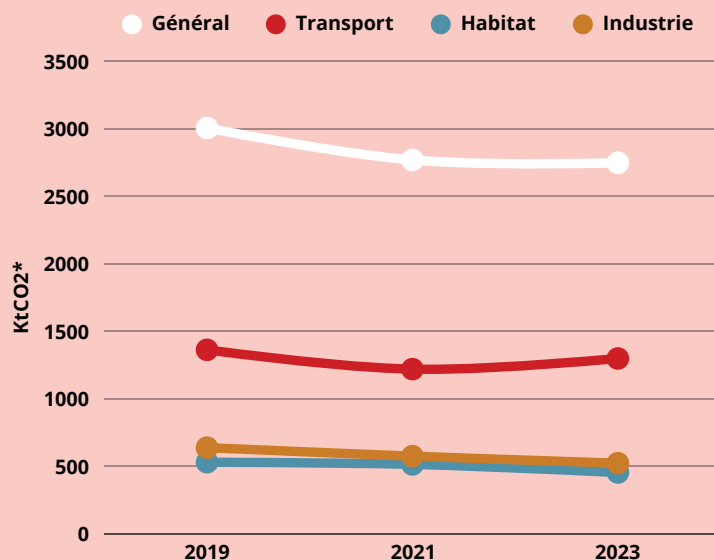
Pour Thierry Dominici, chercheur en écologie politique, « la transition écologique ne pourra s'accompagner que d'une véritable refonte de la société, de ses priorités, et de ses modes de production ».

Coline Trystram et Luca Mentzer

Des émissions de gaz à effet de serre en légère baisse

Détail des trois secteurs les plus émetteurs

Objectif 2028 : - 23% par rapport à 2019



Les projections des émissions de GES par secteur ne sont pas disponibles pour 2028

*kilotonne de CO2

Source : Baromètre de la transition écologique (DataHub Bordeaux Métropole)
© Luca Mentzer, Louis Perret, Coline Trystram

Principales mesures prises par Bordeaux Métropole pour la réduction des émissions de GES dans les trois secteurs les plus polluants

Transport



Objectif : 18% de part modale du vélo d'ici 2030
→ **Plan vélo** : 79 km de pistes cyclables depuis 2021

Objectif : création de 7 lignes de bus express
→ 2 lignes déjà mises en service : **G H**

Habitat



→ 12 340 logements rénovés ayant bénéficié d'une aide MaRénov sur la période 2021-2024.

→ 71% de gain énergétique moyen pour les rénovations de logements individuels.

Industrie



25 entreprises mobilisées dans le cadre de la ZIBAC (Zone industrielle bas carbone)

→ + 14% depuis 2023. Ce qui ne traduit pas un changement drastique vis-à-vis des émissions de GES.

URBANISME

Euratlantique, la bataille pour un parc

Dans le quartier Amédée Saint-Germain à Bordeaux, les habitant·es se battent depuis 2020 pour un espace vert. Les enjeux économiques prévalent sur l'écologie dans un cadre qui dépasse la mairie.

► Au quartier Amédée Saint-Germain, les outils des cheminot·es résonnent encore. Ici, les grands ensembles avoisinent les anciens ateliers ferroviaires. Au nord du secteur se trouve la gare Saint-Jean, et au sud, un terrain vague subsiste, entouré par les longs immeubles. Entre les logements, le soleil scintille et reflète sur les allées bétonnées.

Cécile Calmes n'est pas une grande adepte du bitume. Fer de lance du collectif citoyen Amédée Sacré Cœur, elle milite pour un parc de deux hectares dans le quartier. Le 20 novembre dernier, l'Établissement Public d'Aménagement (EPA) Bordeaux Euratlantique, qui dirige le projet, a déposé un permis de construire pour deux

nouveaux bâtiments à l'endroit du parc espéré. Les futurs bâtiments, situés sur le terrain, viendraient réduire la superficie du parc à 1,3 hectare, au grand dam du collectif. Les riverains comptent déposer un recours au tribunal administratif avant le 20 janvier 2026, date limite.

Déjà cinq ans de combat

«Pendant le covid, avec notre collectif, on s'est rendu compte qu'on n'avait aucun endroit pour se promener, détaille Cécile Calmes. On a commencé à être entouré·e d'immeubles de cinq étages et le projet ne prévoyait aucun espace vert.»

Lorsque Pierre Hurmic est devenu maire de Bordeaux en juillet 2020,



Dans le quartier Amédée Saint-Germain à Bordeaux, les permis de construire ont déjà été déposés à l'endroit du futur parc.

il a pris par la même occasion la présidence du projet Euratlantique sur les bords de Garonne. «On ne construit pas contre les habitants» avait-il tancé. Deux ans après, le maire a passé la main, comme l'imposent les statuts de l'EPA.

Clément Rossignol Puech, maire de Bègles qui occupe désormais le poste, est plus favorable au projet. «Tout le monde sera gagnant», promettait-il en septembre 2024 lors d'une réunion publique. Mais depuis, certains terrains qui appartiennent à la SNCF ont été revendus. «Nous souhaitons que la mairie rachète les terrains» déplore Cécile Calmes. Face aux logiques budgétaires, l'écologie a du mal à se faire une place. La mairie de Bègles n'a pas donné suite à notre demande d'interview.

Le soleil brille toujours plus, il ricoche entre pierre et béton. «J'aurais presque dû prendre des

lunettes de soleil» s'étonne Cécile Calmes en retirant son pull. Batien (un pseudonyme) habite Bègles, une commune concernée par le projet.

«Cet été, j'ai enregistré 59°C sur le rooftop de la MÉCA.»

Il revendique l'importance d'espaces verts nécessaires pour atténuer la chaleur en ville. La végétalisation du quartier est «insuffisante», selon Cécile Calmes.

Un projet qui échappe aux logiques locales

Manuel Coursin, résident du quartier, partage son dépit : «Désormais, plus personne ne siège aux concertations. L'EPA

fait semblant de nous écouter.» Euratlantique est le projet d'une Opération d'Intérêt National depuis 2009 qui échappe aux logiques locales : c'est l'État et non la commune qui délivre les permis de construire.

Contacté, Euratlantique n'a pas désiré répondre, estimant qu'il est «trop risqué de s'exprimer alors qu'une procédure judiciaire est en cours.» Violette Arnoulet, urbaniste et docteure en sociologie à l'Université Paris Dauphine, dénonce des «décisions diluées par les différents niveaux de gouvernance, qui rendent difficile la reconnaissance des alliés et des ennemis», caractéristiques des luttes urbaines. Sous la chaleur incongrue d'un début de mois de décembre, les trains défilent à côté d'un terrain vague qui devrait être un parc, jusqu'au prochain revirement.

Maxence Pourpoint

À Bordeaux, « le lien entre le social et l'écologie est encore à développer »

L'écologiste Pierre Hurmic est arrivé à la tête de la mairie de Bordeaux en 2020, après 75 ans de règne de la droite. Thierry Dominici, docteur en sciences politiques à l'université de Bordeaux, spécialisé en écologie politique, revient sur l'agenda de la Ville.

Imprimatur - Quels changements a apporté la politique environnementale de Pierre Hurmic à Bordeaux?

Thierry Dominici - Le bilan est plutôt bon, mais tout dépend de ce que l'on attend. Par exemple, un militant écologiste souhaite une cité verte. Mais, les élus de la mairie sont limités par leur dépendance à l'État : ils ont fait des propositions équivalentes à celles de mairies gérées par d'autres partis politiques.

Il y a tout de même des avancées vers cette cité verte avec la plantation d'arbres ou la réduction de l'artificialisation des sols. Le rapprochement inter-citoyen voulu

par Pierre Hurmic est intéressant, notamment les débats sur les questions sociales et écologiques.

«La politique écologiste de la Ville reste ancrée dans le système productiviste.»

I - A-t-il pleinement accompli une politique écologiste?

TD - Pas complètement. Sa politique s'oriente vers une forme de biorégionalisme urbain, qui vise à

faire entrer les campagnes dans la ville. Mais ce virage n'est pas entièrement opéré. Le lien entre le social et l'écologie reste à développer. Ainsi, des jardins communs pourraient rapprocher les citoyens autour d'une certaine éco-citoyenneté. Sa politique écologiste reste malgré tout ancrée dans le système productiviste. L'écologie radicale qui vise à un changement profond de la société, comme l'écoféminisme, n'est pas assez présente.

I - Une mairie écologiste permet-elle vraiment d'opérer un tournant vers une ville adaptée aux enjeux climatiques?

TD - La ville aurait pris un tournant écologique même avec un autre parti à sa tête. On est arrivé à un tel degré d'urgence écologique que les élus devaient, de toute façon, mener des politiques environnementalistes. Mais il y aurait peut-être moins d'arbres à Bordeaux qu'aujourd'hui. En revanche, Pierre Hurmic pourrait amorcer un tournant s'il fait un deuxième mandat, car sa politique s'oriente de plus en plus vers la réalité écologique.

Aline Scherfling



Thierry Dominici, docteur en sciences politiques à l'université de Bordeaux.

ÉDUCATION

Enraciner la laïcité chez les enfants

Pour la commémoration de la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État, les élèves de l'école Anatole France à Bordeaux ont planté un arbre de la laïcité, ce mardi. En classe de CM2, aborder cette notion relève du défi pour les enseignant-es.



Les élèves en classe de CM2 à l'école Anatole France à Bordeaux ont accroché leurs définitions personnelles de la laïcité.

► «Vas-y Leila!», encourage le professeur. L'élève lève le bout de son nez vers l'assemblée, intimidée. Elle hésite et s'élance : «Peu importe ta religion, tu as le droit de l'exercer (sic), mais sans l'imposer à tout le monde. Tu es libre de croire en qui tu veux.» Mardi dernier,

chaque enfant, en classe de CM2 à l'école Anatole France de Bordeaux, donne sa propre définition de la laïcité.

Ce midi-là, ils et elles plantent un arbre sur l'esplanade Charles de Gaulle en l'honneur des 120 ans de la loi de 1905 qui sépare les Églises

de l'État. Au micro, les discours se succèdent. Les enfants tendent l'oreille. Pierre Hurmic, le maire de Bordeaux, rappelle la tradition humaniste bordelaise, invoquant Montaigne et Montesquieu, puis, adresse quelques mots aux écoliers : «C'est bien que vous soyez là aujourd'hui, c'est l'occasion de, sans cesse, marteler les acquis de la loi de 1905.» Pour Jacky Nouveau, responsable des DDEN (Délégués départementaux de l'Éducation Nationale), organisateur de l'événement, ils et elles sont «la fondation de la nation». «À la devise républicaine, j'ajouterais la laïcité sur tous les frontons des écoles», conclut-il solennellement.

Un enseignement sensible

Mais comment parler de ce sujet délicat à un jeune public ? Pour

Sylvain Marsaud, directeur de l'école primaire Anatole France, planter un arbre de la laïcité permet de «mettre du sens dans ce qu'on fait en classe. En France, il y a 50% d'athées, ça fait un élève sur deux qui n'est pas familier avec la religion.» L'enseignant ne s'en tient pas à la charte de la laïcité, mais cherche à capter leur attention avec des vidéos pédagogiques. Malgré «quelques contestations» survenues, il y a quelques années, en cours d'Histoire et sur lesquelles il ne veut s'étendre, l'enseignant ne se sent pas menacé.

Son équipe pédagogique bénéficie, par ailleurs, de formations tous les quatre ans pour apprendre à enseigner la laïcité. Aborder ce sujet avec des très jeunes n'est pas chose aisée, confirme le directeur : «Avant les classes de cours moyen, les élèves ont du mal avec les repères

temporels. L'histoire de la démocratie et de la laïcité leur semble lointaine et abstraite.»

De retour en classe, l'idée de la laïcité fait son chemin. Liam confie son inquiétude : parler des différences de religion dans la classe peut parfois les souligner et raviver d'anciennes querelles entre camarades. Louisa, quant à elle, trouve que c'est nécessaire : «On est déjà gentils entre nous mais ça rappelle à tout le monde qu'il ne faut pas harceler les autres s'ils n'ont pas la même croyance.»

Clémence Macé et Carla Morand

D'autres événements sont prévus d'ici la fin de l'année.

Le programme est à retrouver sur www.bordeaux-metropole.fr/agenda

ASSOCIATIONS

De jour comme de nuit, la Halte 33 ne s'arrête jamais

Depuis le 1^{er} décembre, la Halte 33 a ouvert un accueil de jour pour la trêve hivernale, en complément de sa halte de nuit. Cette structure est l'un des rares endroits à Bordeaux qui permet aux sans-abri de passer la journée au chaud.

► Il est 13h au 77 place Ravezies, ce lundi. Deux silhouettes sonnent à l'interphone. Lola Desserme, agente d'accueil social au centre de jour, s'approche de la grille, liste en main. «Désolé, on est complets. Il faut avoir été envoyé par le 115.» C'est le quatrième refus en une demi-heure.

De 11h à 16h30, trente places accueillent quotidiennement des sans-abri et leurs animaux afin de se reposer, se laver et se nourrir. Dans la salle de restauration, l'ambiance est calme. Au menu : nuggets, pâtes et purée. Les va-et-vient vers l'extérieur sont incessants, pour profiter des rayons de soleil. Dans la salle d'animation, des hommes se reposent sur les transats, chiens compris. Une porte entrouverte laisse apercevoir les douches «illimitées»

mises à disposition. «De l'eau chaude pour ta journée, ça te refait», explique Lola Desserme. On y distribue savon, rasoirs, brosses à dents, serviettes hygiéniques. Les après-midi sont rythmées par des *blind-tests* ou des jeux de société. Des permanences d'une éducatrice spécialisée et d'une équipe mobile de santé-précarité sont mises en place. Depuis peu, une coiffeuse intervient bénévolement, une nouveauté.

À l'entrée, assis sur un banc, Sami fume une cigarette : «J'ai passé quinze jours à la halte de nuit. Mais je dois laisser la place aux autres. Maintenant, je viens juste la journée. J'aime bien ici, je parle à plein de gens et j'ai une douche chaude.» Pour ceux qui dorment à la halte de nuit, l'accueil de jour assure une continuité avec une courte coupure de 8h à 11h. «Le cœur

de l'accueil de jour, c'est de mettre à l'abri, explique Valérie Corbin, cheffe de service à la Halte 33. Dans la rue, ils sont en danger. Ici, c'est comme un havre de paix.»

La solidarité à flux tendu

Une paix pourtant difficile d'accès : 20 des 30 places sont réservées aux bénéficiaires de la halte de nuit. Les autres accueilli-es sont envoyés par le 115, après des semaines de galères. «Il y a un vrai besoin et pas assez de places» déplore Valérie Corbin. «Les locaux ne sont pas suffisamment grands.» Les baisses des subventions pèsent sur la structure, financée par l'État. «On devait toute la semaine, mais par manque de moyens, on ferme le dimanche. C'est une première», ajoute-t-elle. Le personnel doit aussi gérer l'impuissance. C'est «la mort dans

l'âme qu'on les renvoie dans la rue en fin de journée», confie Valérie Corbin. Selon le collectif Les Morts de la Rue, 912 personnes sans domicile fixe sont décédées en 2024. «L'alcool, la difficulté d'accès aux dispositifs de santé, l'isolement et le manque de places dans les structures en sont notamment les causes», selon la cheffe de service.

Les demandes des usager-es vont parfois au-delà d'un abri pour passer la journée. Lola Desserme, agente d'accueil social, regrette de ne pas pouvoir répondre à certaines sollicitations, auxquelles elle n'est pas formée, comme l'aide juridique qu'on lui a récemment demandé. L'accueil de jour fermera le 31 mars, fin de la trêve hivernale.

Elisa Ory et Ndiémé Faye



Lola Desserme, agente d'accueil (à gauche) et Valérie Corbin, cheffe de service, (à droite) dans la cuisine de l'accueil de jour.

© Elisa Ory

NOËL

Sous le sapin, des cadeaux solidaires

Des collectes de boîtes offertes aux plus précaires sont mises en place à Bordeaux. Des associations, comme le Garage Moderne ou Thé'o'Bulles, en organisent une jusqu'aux 16 et 17 décembre.

Un sapin en roues de vélo, des paquets-cadeaux qui s'empilent... Le Garage Moderne s'est transformé en un véritable atelier du Père Noël. Manon Faget, animatrice solidarité, est déjà débordée. Deux semaines après le début de la collecte, elle en est déjà à une vingtaine de boîtes données par des particuliers-es.

C'est sans compter les entrepreneur-euses locaux-les qui font de nombreux dons : «On attend des boîtes confectionnées par les

employés de l'IBOAT, un club de la ville», précise-t-elle. Une initiative qui est devenue essentielle pour ses bénéficiaires : «L'Amicale laïque était allée faire un tour dans des squats pour distribuer des cadeaux. Les gens ne s'y attendent pas, ils n'en ont plus l'habitude», rapporte l'employée de l'atelier.

Une collecte « colossale »

Du côté du café associatif itinérant Thé'o'Bulles à Pessac, qui récolte aussi des colis solidaires,

les hostilités n'ont pas encore commencé : «Pour l'instant, il y en a très peu. La grosse affluence, c'est plutôt la semaine prochaine », relate Dorothée Maillet, directrice de l'association.

Dans un souci d'équité, ces boîtes, réparties entre hommes, femmes et enfants, sont remplies des mêmes éléments : un vêtement chaud, un loisir, des friandises et un produit d'hygiène, le tout accompagné d'un petit mot. Pour récolter ces colis, l'association a établi des



Manon Faget, animatrice solidarité au Garage Moderne, range les boîtes solidaires récoltées depuis deux semaines.

« Les gens ne s'y attendent pas, ils n'en ont plus l'habitude. »

points de collecte partout dans Pessac, puis les distribuera à des associations locales. Le succès de l'opération se confirme d'année en année : «C'est la troisième fois que je le fais. Dès la première, on a eu

mille paquets. En 2025, on s'est associé avec dix-sept établissements scolaires, ça devrait être colossal», s'enthousiasme la directrice.

Louis Perret et Victor Noguès-Szalkowski

Il est possible de déposer une boîte au Garage Moderne, qui manque de colis pour hommes dans sa hotte, jusqu'au 16 décembre, et jusqu'au 17 à Thé'o'Bulles.

ENVIRONNEMENT

Les riverain·es chauffé·es à blanc contre la raffinerie de nickel et de cobalt

Sur la rive gauche de la Garonne, près de Bordeaux, la société EMME (Electro Mobility Materials Europe) cherche à implanter une usine de traitement de nickel et cobalt. À trois jours du début de l'enquête publique lundi, des collectifs de riverain·es continuent de se mobiliser.



Le Collectif du Bois Vert et la Sepanso sont mobilisés ce week-end au marché de Noël de Darwin contre le projet d'usine de la société EMME.

À Darwin, dans les allées du marché de Noël, des curieux-ses se pressent, vin chaud en main, autour du stand du Collectif du Bois vert et de l'association environnementale Sepanso. Mobilisé-es le week-end dernier, les bénévoles tentent, tracts en main, de sensibiliser au projet de la société EMME : «Vous connaissez l'usine ? C'est délirant, je vais vous expliquer...»

Qualifié de Projet d'intérêt national majeur (PINM) par un décret du gouvernement Bayrou en septembre, le projet vise à mettre en service en 2028 une raffinerie de cobalt et de nickel constituant les batteries de véhicules électriques. Évaluée à 530 millions d'euros d'investissement, dont 150 d'aides publiques, l'usine promet 500 emplois dont 200 directs. Classée Seveso seuil haut (site industriel à risque), elle serait bâtie en zone

inondable, proche d'une zone protégée Natura 2000, à cheval sur les communes de Parempuyre et Blanquefort.

« Il faut se battre »

Pour Alban Caumont, habitant de Saint-Louis-de-Montferand, commune située sur l'autre rive de la Garonne, c'est «une aberration écologique». Il craint d'importants rejets de métaux lourds dans l'air et la pollution des eaux et de la nature. «On est très énervés mais on ne laissera pas faire cette chose, au détriment de tout humain. S'il faut aller camper sur place, on le fera», avertit-il.

Sur son tract, un QR code mène à la pétition «Non à la raffinerie EMME», qui dépassait en début de semaine les 22 000 signatures. En dessous, celui de l'enquête publique qui débutera lundi prochain, pour un mois. Elle vise à recueillir les avis des citoyen·nes et recevoir leurs questions. Pour Thierry Paradis, habitant de Parempuyre, «nous

sommes prisonniers, car les intérêts financiers et politiques sont trop importants, donc il faut se battre». La qualification de Projet d'intérêt national majeur permet à l'État de simplifier ses procédures administratives, laissant les collectifs perplexes face à leur rayon d'action. Le projet industriel n'est plus soumis qu'à une seule enquête publique, au lieu de deux, et déroge à l'obligation de protection de certaines espèces protégées.

Une prise de connaissance tardive

Pour Mathieu, membre du collectif du Bois vert, l'enquête publique s'apparente à un «simulacre de démocratie». Même constat pour Florence Bougault, administratrice de la Sepanso en Gironde : «Certaines personnes découvrent tout juste l'existence du projet, bien qu'habitant à moins de 3 km du site.» Leur incompréhension est alors grande : la zone est restée inconstructible, les risques de crues étant bien réels. «Certains se sont vus refuser la construction

d'abris jardin, mais pourraient bientôt voir s'ériger un bâtiment de 40 m, sur ce même sol», fait état Florence Bougault.

La Sepanso Gironde et plusieurs riverain·es ont déposé un recours contentieux début novembre devant le Conseil d'État suite à la qualification du projet en PNIM. «Le projet n'est pas gravé dans le marbre, les trois commissaires enquêteurs peuvent encore y être défavorables à l'issue de l'enquête», précise-t-elle. La préfecture rappelle par mail, suite à notre demande d'interview, qu'à l'issue de l'enquête, «le préfet aura trois mois pour statuer et autoriser ou non le projet.» À ce stade, la société EMME se refuse à tout commentaire mais rappelle que «c'est un moment clé de la vie démocratique».

Ce week-end encore, les collectifs et les habitant·es seront présent·es au marché de Noël à Darwin. Un seul mot d'ordre : préserver l'environnement et leur santé.

Tara Tresseres

MUNICIPALES 2026

Temps de l'enfant : dans 100 jours, il va falloir trancher

La Convention citoyenne sur les temps de l'enfant a rendu son rapport le 23 novembre. Plusieurs propositions, notamment autour des rythmes scolaires, relèvent de prérogatives municipales. Tour d'horizon des positions des différent-es candidat-es, à 100 jours du scrutin.

« Dans une société qui doit s'adapter continuellement aux rythmes effrénés des changements du monde, nos enfants se retrouvent les premiers à les subir. » Ce sont les premiers mots du manifeste publié il y a trois semaines dans le rapport de la Convention citoyenne sur les temps de l'enfant (CCT), le résultat de six mois de travail. Les 133 participant-es ont formulé vingt propositions comme réduire les effectifs des classes, adapter les bâtiments d'accueil ou encore réduire le temps scolaire pour augmenter les temps périscolaires. La CCT espère « une gouvernance partagée entre l'État, les collectivités, les acteurs éducatifs, les acteurs économiques pour généraliser et renforcer les projets éducatifs de territoire. »

À Bordeaux, les sept candidat-es pourraient avoir un rôle à jouer sur cette question, en cas de victoire aux élections municipales.

Certain-es y ont pensé

Dans le camp de Thomas Cazenave, candidat Renaissance, on assure que cette thématique est « prise en charge mais à ce stade, les mesures retenues ne sont pas prêtes. » L'une de ses 14 mesures phares accessibles en ligne, un plan de rénovation énergétique des écoles et des équipements sportifs, rentre toutefois dans les propositions du rapport. Celui-ci demande d'adapter le bâti pour compenser le vieillissement de « beaucoup d'établissements scolaires [...] mal isolés et peu adaptés », concluant que « les espaces et les lieux d'apprentissage impactent le bien-être des élèves et du personnel. »

Nordine Raymond, candidat LFI, est dans le même cas. Son programme détaillé annoncé pour mi-décembre, prévoit de « réduire le temps des cours et d'allonger celui de la pause déjeuner, permettant un temps de

repos ou d'activités culturelles et sportives. »

Du côté de Révolution Permanente, la candidate Petra Bernus se prononce en faveur des propositions de la CCT « s'il est prouvé qu'elles favorisent l'apprentissage et allègent les journées. » Elle s'inquiète néanmoins de la faisabilité de ces mesures dans des temps « d'austérité budgétaire » et des moyens réels mis à disposition des quartiers populaires, notamment pour financer, pendant les après-midis, les « savoirs pratiques » (ateliers bricolage, activité sportive, etc.), réclamés par la CCT.

L'angle mort pour d'autres

Contacté-es, la candidate du Parti radical Nathalie Delattre, son homologue RN, Julie Rechagneux, Virginie Bonthoux Tournay de Reconquête! et l'économiste sans étiquette Philippe Dessertine n'ont pas répondu à nos sollicitations.



Source : Ministère de l'Intérieur. © Noé Racofier

Certain-es ont publié une ébauche de programme en ligne mais peu y mentionnent les enjeux relatifs à l'enfance et aux temps scolaires. Exception, Nathalie Delattre. Ses mesures ne vont pas dans la même direction que la CCT. L'une d'elles suggère « d'adapter l'accueil des enfants au rythme de vie des parents ». Une proposition à rebours des préconisations du rapport, qui constate que le rythme des élèves dépend trop de contraintes « extérieures aux enfants », notamment du temps de travail des parents.

À cent jours du scrutin, force est de constater que le bien-être des enfants n'est pas encore une priorité dans les programmes. Reste à attendre leur publication officielle attendue dans les prochaines semaines.

Jeanne Olagne et Noé Racofier

La Nuit du bien commun divise les partis

Mercredi à Bordeaux, la soirée Nuit du bien commun, fondée par le milliardaire libertarien Pierre-Edouard Stérin, attise les tensions politiques.

Présentée comme une levée de fonds pour des associations locales œuvrant dans les domaines consensuels, de l'aide aux sans-abris et du soutien aux enfants handicapés, la Nuit du bien commun devait se tenir à Bordeaux mercredi soir, comme chaque année depuis 2017.

Mais derrière cette jolie vitrine, son fondateur n'est nul autre que le milliardaire conservateur Pierre-Edouard Stérin, l'auteur de PERICLES. Ce document à la fois profession de foi et business

plan, vise à distribuer : « [déployer] 150 millions d'euros sur les dix prochaines années » et dès 2026 « faire gagner 300 villes au RN ».

À Bordeaux, l'événement et sa proximité avec le RN ne passent pas inaperçus. Contactée, Julie Rechagneux la candidate du parti d'extrême droite aux municipales, n'a pas souhaité répondre.

La gauche s'y oppose

Un silence qui n'étonne pas Mathieu Hazouard, le premier

fédéral du PS 33 pour qui la soirée participe d'une « stratégie d'enracinement local du RN ». Nordine Raymond, candidat LFI aux municipales dénonce « une bataille idéologique de l'extrême droite ». Les militants PS et LFI devaient se mobiliser contre la soirée, mercredi soir, devant le Palais de la Bourse.

La mairie de Pierre Hurmic « ne soutient pas l'organisation de la Nuit du bien commun » mais ne l'interdit pas. Elle s'en défend : la « mise à disposition du Palais de la Bourse ne dépend pas » d'eux. Le candidat Ensemble, Thomas Cazenave, pourtant président de la commission d'enquête à l'Assemblée Nationale sur les ingérences de M. Stérin, n'a pas non plus souhaité se prononcer.

Les deux représentants LFI et PS refusent d'accabler les associations bénéficiaires. Mathieu

Hazouard rappelle que le problème « est la baisse des dotations publiques qui prive notre capacité à les aider » et pousse les associations à se tourner vers des mécènes conservateurs-riche.

Le malaise des associations

Face à la polémique, l'association de clown d'hôpitaux Dépannage distraction, qui avait prévu de participer à la Nuit du bien commun, a annulé sa venue. La candidate RN, Julie Rechagneux, dénonçait la semaine dernière, sur le réseau social X, « ces méthodes qui consistent à semer la terreur parmi les associations ayant prévu de participer ». Pourtant, le RN prévoyait déjà que les mairies conquises lors des prochaines élections priveraient de subventions celles « ne relevant pas de l'intérêt général ». Nordine Raymond rétorque : « celles qui leurs déplaissent plutôt ».

Elisa Perez

Porte neuve pour l'Hôtel de ville

Aujourd'hui à 18 heures, la nouvelle porte de l'Hôtel de ville de Bordeaux sera inaugurée après trente mois de travaux, en présence du maire Pierre Hurmic. En mars 2023, la porte avait été incendiée en marge d'une manifestation contre la réforme des retraites. Supervisée par une architecte du patrimoine, la restauration concernait la porte en bois de chêne, ainsi que l'encadrement en pierre, reproduits à l'identique. Les travaux ont coûté 704 000 euros, « symbolisant l'engagement de Bordeaux dans la préservation et la restauration de son patrimoine », selon la municipalité. La mairie retrouve donc sa porte, sans savoir qui la franchira en mars prochain.

Hugo Vlamynck

HANDICAP

Sport adapté : marre de se serrer la ceinture

Au club lormontais des Arts martiaux, la Fédération Française des Sports Adaptés (FFSA) a lancé mardi une première journée d'initiation aux sports de combat, pour des personnes en situation de handicap psychique et mental. Une manière de défendre l'accès au sport adapté malgré des moyens financiers insuffisants.

«Le judo, ce n'est pas de la bagarre.» C'est par cette précision essentielle qu'un des enseignants débute la séance d'initiation de judo, au Pôle des arts martiaux Lormontais. Les participant-es, âgés de 7 à 77 ans, sont tous-tes atteint-es de troubles psychiques et mentaux. D'un atelier à l'autre, les consignes sont reformulées, pour que chacun puisse y trouver sa place. Parmi eux, Mathéo et Raphaël, 17 et 18 ans. Accompagnés par l'Institut Médico-Éducatif (IME) de Pessac et de Blaye, leur handicap est invisible au premier regard.



En groupe, les participants observent les enseignants avant d'effectuer les exercices.

Pas d'argent, pas de sport

Pauline Nadole, agente d'animation au Comité Départemental du Sport Adapté de la Gironde (CDSA 33), n'a pas connaissance des troubles des garçons. Ni elle, ni les intervenant-es ne souhaitent apprendre les handicaps des

53 élèves qu'ils encadrent. Une façon de ne pas définir les personnes par leurs dossiers médicaux.

Selon Pauline, l'invisibilité du handicap pèse sur le soutien financier : «Les gens ont moins d'empathie que pour un handicap moteur. On ne voit pas le travail caché

qu'il y a derrière, pour prendre confiance en soi, par exemple. Les gens sont moins enclins à donner.» C'est elle qui a sollicité les enseignants, comme ceux du Comité Départemental Judo Gironde, pour animer bénévolement la journée d'initiation. Les aides du département, de la fédération et

de l'Agence Nationale du Sport (ANS) ne permettent pas de rémunérer tous les encadrants.

Un regain de confiance

Thibault est coach sportif à l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE). Pour lui, le sport adapté n'a pas de but de performance, et donc, pas de public : «Comme ça ne rapporte pas d'argent, ça n'intéresse pas.» Et ce, malgré les bienfaits chez les usager-es.

Stéphanie Laget est infirmière à l'IME de Blaye. Elle accompagne sur le tatami, Baptiste, bientôt 15 ans. Au-delà de son handicap, il est atteint d'un trouble de la glycémie. Il doit être suivi de près pendant l'effort. «En plus de réguler la glycémie, le sport a beaucoup de bienfaits chez lui», souligne-t-elle. Baptiste confirme : «C'est difficile mais après quelques prises, j'ai de nouveau confiance.»

Mardi prochain, Baptiste et Stéphanie pourront rejoindre la prochaine journée dédiée à l'initiation au patinage au club de Saint-Médard-en-Jalles, le *Rollerbug*.

Marieke Rolus



© Marieke Rolus

SOINS

Autisme : « De nombreuses maladies passent sous les radars »

En France, environ 700 000 personnes seraient concernées par un trouble du spectre de l'autisme. Hier se tenait un forum inédit, à Mérignac, sur l'accès aux soins médicaux. Le docteur émérite en médecine Djéa Saravane y a animé une conférence.

Imprimatur - L'espérance de vie d'une personne autiste atteint en moyenne 54 ans. Comment explique-t-on ce phénomène?

Djéa Saravane - À cause d'un mauvais diagnostic, de nombreuses pathologies passent sous les radars. Les personnes autistes ont plus de chance de décéder d'une crise cardiovasculaire, du diabète ou d'un cancer entre autres. Longtemps négligées par les médecins psychiatres, ces maladies sont devenues chroniques. Aujourd'hui, les professionnels de santé recommandent un diagnostic et une prise en charge précoce.

I - De quelle manière se manifeste la douleur chez les personnes autistes?

DS - Elles ont une expression de la douleur atypique qui se manifeste par un comportement agressif, le rire ou l'automutilation. Devant ces troubles du comportement, soudains et inexplicables, il est impératif d'aller rechercher une maladie organique douloureuse. Jusqu'à présent, on considérait que les troubles du comportement étaient biologiques, c'est faux. Ils traduisent souvent une douleur qui doit être évaluée de manière systématique chez ces personnes.

I - Pourquoi vous êtes-vous tourné vers ce domaine de recherche?

DS - J'ai créé en 2016 avec un de mes collègues à Etampes (Essonne), le premier service de soins somatiques en santé mentale

dans les hôpitaux psychiatriques. Un jour, j'ai reçu un enfant de sept ans qui avait des troubles du comportement. Je l'ai examiné des pieds à la tête. En réalité, il souffrait d'un reflux gastro-œsophagien. Il y a beaucoup de maladies faciles à déceler qui ne le sont pas chez les personnes autistes, par manque de soins.

I - Comment s'opère la prise en charge médicale d'une personne autiste?

DS - Une consultation tout à fait banale augmente le stress et les troubles comportementaux chez les personnes autistes. En France, on parle beaucoup du dispositif Handibloc. En clair, plusieurs professionnels interviennent en même



© DR

Le docteur Djéa Saravane, spécialiste reconnu pour la prise en charge somatique et comportementale de l'autisme et de la douleur.

temps au cours d'une anesthésie générale. Le patient qui se fait opérer des dents peut alors subir toutes sortes de soins, de la prise de sang à la coloscopie. Éthiquement, ça pose problème. De plus, les anesthésies générales ne sont pas anodines pour la santé.

I - Comment apaiser l'expérience de soins?

DS - L'habituatation aux soins est une méthode progressive pour aider les personnes autistes à s'accoutumer aux actes médicaux de manière ludique et répétée. Pour une simple prise de sang, je vais préparer mon patient pendant au moins quinze jours. La famille est également mise à contribution.

L'objectif est de réduire l'anxiété et l'hypersensibilité. Aujourd'hui, nous essayons de mettre en place un parcours de soins adapté aux personnes autistes dans les hôpitaux.

Célia Lespinasse

La conférence du docteur Saravane était organisée à l'initiative de Mon espace TSA & Co.

MUSIQUE

Le Métal ne rouille pas

À l'occasion de la Journée internationale de la musique métal, éclairage à Bordeaux sur un genre né dans les caves, raconté par celles et ceux qui ont les pieds au plus près des câbles.

► Au Café Pompier, c'est l'incendie. Les portes sont fermées et s'apprêtent à retenir les ondes amplifiées : le groupe de hardcore Contre-feux monte sur scène. Lumière rouge tamisée, le chanteur arrache le micro et hurle sa rage. La horde de fans se bouscule et dans les faisceaux fluos, les cheveux volent. Yann, ingénieur son et punk dans l'âme ajuste à la régie le volume de ses propres flammes. En dix ans, c'est la première fois que le lieu accueille un concert de hardcore. Une initiative du métalleux aux cheveux poivre et sel qui a vu la scène bordelaise se transformer ces trente dernières années, entre fermetures de bars pour tapage nocturne et public en évolution.

Hellfest, l'incontournable

Deux heures plus tard, Yann essuie la sueur qui perle de son front. Le concert de Contre-feux a été un franc succès. L'ingé son le constate, de plus en plus de bars s'ouvrent à des initiatives autrefois perçues comme risquées, les forces s'unissent et «les concerts accueillent un public toujours plus jeune et demandeur de dates». «Avant, quand tu croisais un métalleux dans la rue, tu savais tout de suite que c'en était un», remarque Nicolas Alberny, guitariste dans le groupe de death metal Gorod depuis quinze ans.



Vendredi 5 décembre avait lieu le premier concert de métal depuis dix ans au Café Pompier avec le groupe Contre-feux.

Les baskets cloutées, tatouages et perfectos noirs ne font plus office de codes selon lui.

« Les concerts accueillent un public toujours plus jeune. »

Le musicien bordelais remarque des groupes «plus lisses» ainsi qu'une audience qui s'élargit et se tourne vers un symbole plus populaire : le t-shirt Hellfest. Un

haut dont se pare le grand public, parfois dans le seul but de s'attirer une légitimité communautaire, au détriment des initiatives locales : «Quand t'as fait un trou dans ton budget événement pour aller au Hellfest, tu n'as pas envie de lâcher 30 balles dans le concert de ton patelin.»

Le paria de la musique

À Bordeaux, les retombées sont directes sur les artistes émergents. C'est le cas du groupe punk hardcore bordelais Violent

Sadie Mode, lancé il y a un an. Leur bassiste Hugo dénonce les aides minimales de l'État, particulièrement au profit des scènes de musiques actuelles (SMAC), encore trop peu exploitées pour les concerts métal. L'artiste de 27 ans discerne clairement le motif de ce manque d'accompagnement : «Le métal a toujours eu un rôle de paria dans la musique.» Résultat : les groupes bordelais stagnent dans les caves et les bars, devant un public réduit. En plus de cela, de nombreux lieux bordelais ont mis la

clé sous la porte ces dernières années, à la suite de plaintes pour nuisances sonores.

Continuer à faire vivre la scène underground du métal locale est un vrai défi. Julien, membre de l'association SWP Booking, organise des événements métal à Bordeaux depuis 2023 et tente de le relever. Montée en partie avec trois membres de son groupe de métal, Kibosh, l'association est née de la volonté de «faire vivre des artistes qui ont faim plutôt que des gros groupes qui n'auront pas de mal à trouver des dates», explique-t-il.

Aller en périphérie

Mais au fil des ans, les cafés qui accueillent les concerts leur ont tourné le dos, pour ménager leurs voisins. Une solution se dessine : aller en périphérie de Bordeaux, au Haillan, où se trouve le Salem. «C'est le seul club où on peut organiser de vraies dates avec 150 à 200 entrées.» Pour Yann, le sonder, la perspective est la même. Il est en quête d'un lieu en bordure de Bordeaux pour y ouvrir un club en octobre 2026. Une «maison-mère», qui puisse servir de salle de répétition, régie, et salle de concert pour la future scène métal bordelaise.

Théo Lamarque

Budget 2026 : mauvaises ondes pour les radios associatives

À l'heure de l'examen du projet de loi de finance 2026, une coupe budgétaire de 44 % sur le Fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER) doit être débattue. Marie-Aude Henneresse, directrice de la Radio Chrétienne Francophone (RCF) de Bordeaux, s'inquiète d'une mesure qui menacerait l'avenir des radios associatives.

Imprimatur - RCF Bordeaux serait-elle impactée par la diminution du Fonds de soutien à l'expression radiophonique ?

Marie-Aude Henneresse - Le FSER représente 3 % de notre budget annuel. Cette baisse, bien que déplorable, n'est pas significative. La pérennité de notre locale n'est pas directement menacée. Néanmoins, cela entraînerait un effet secondaire dommageable. RCF Bordeaux appartient à un réseau de 64 radios locales réparties en France et en Belgique. Une baisse de 44 % des

subventions à l'échelle nationale entraînerait la fermeture de nos plus petites antennes, dépendantes de ces aides. Or, toutes nos stations paient une cotisation pour produire des programmes communs. Si certaines disparaissent, les autres devront compenser. Tout le réseau serait fragilisé.

I - Que signifierait la disparition de certaines radios associatives ?

MA - À l'heure où il y a une concentration des médias dans quelques mains, les radios

associatives sont des remparts contre la pensée unique. Le risque de fermeture qui pèse sur certaines menace directement le pluralisme médiatique, signe d'une démocratie saine. De surcroît, les stations locales sont au service de leur territoire et de leurs habitants. Ce n'est pas depuis Paris que l'on met correctement le local en valeur.

I - De quelle manière vous mobilisez-vous contre cette annonce de coupe budgétaire ?

MA - Avec les autres radios

associatives girondines, nous portons une action commune dans l'idée qu'ensemble, notre voix est plus forte. Nous avons alerté tous les parlementaires du département et nous relayons les déclarations de nos fédérations nationales, comme la tribune «Le budget du silence» publiée le 4 décembre dernier. L'objectif est d'informer un maximum de personnes de ce risque.

Mathias Janot



Marie-Aude Henneresse, directrice de RCF Bordeaux, alerte sur les potentielles coupes budgétaires du projet de loi de finances 2026.

© Mathias Janot